

<b>Mission 1 : le combat pour l'emploi local</b>	<b>M1</b>
<b>Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production</b>	<b>A2</b>
<b>Pêche maritime</b>	<b>192</b>

La Commission Permanente,

- VU** le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment les articles 107 et 108,
- VU** le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
- VU** le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
- VU** le règlement UE n°2018/1046 du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 (« Règlement Omnibus »)
- VU** le régime cadre exempté de notification n° SA.42611(2015/XF) relatif aux aides en faveur des entreprises des Pays de la Loire dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, pris sur la base du règlement (UE) 2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020 modifiant les règlements (UE) n° 702/2014, (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 en ce qui concerne leur période d'application et les autres adaptations à y apporter
- VU** le régime cadre exempté n° SA. 62418 voté lors de la Commission permanente du 12 février 2021,
- VU** la décision C (2015) 8863 de la Commission en date du 03 décembre 2015 portant approbation du Programme Opérationnel pour les interventions structurelles communautaires dans le secteur de la pêche en France pour la période 2014/2020,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1611- 4, et

L4221-1 et suivants,

- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,
- VU** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 modifiée d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 ;
- VU** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- VU** le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- VU** le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- VU** l'arrêté DIRECCTE/2017/27 du Préfet de région en date du 24 février 2017 portant approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région des Pays de la Loire,
- VU** l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- VU** le règlement budgétaire et financier de la Région des Pays de la Loire,
- VU** la délibération du Conseil régional du 18 décembre 2015 modifiée donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,
- VU** la délibération du Conseil régional des 14, 15 et 16 décembre 2016 adoptant le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation et la stratégie agri-alimentaire partagée 2016-2020, en Pays de la Loire « de Notre Terre à Notre Table... »,
- VU** la délibération des Commissions permanentes du 19 mai 2017, 13 juillet 2018, 28 septembre 2018, du 20 juin 2019, du 9 juillet 2020 et du 12 février 2021 affectant une subvention globale à l'ASP pour la mesure 31 du FEAMP « Installation jeunes pêcheurs »,
- VU** les délibérations de la Commission permanente du 19 mai 2017 et du 27

septembre 2019 affectant une subvention globale à l'ASP pour la mesure 42 du FEAMP « Valeur ajoutée, qualité des produits et utilisation des captures non désirées »,

**VU** la délibération de la Commission permanente du Conseil régional des Pays de la Loire du 8 février 2019 approuvant les termes de la convention-type relative à l'attribution d'une aide financière du FEAMP,

**VU** la délibération du Conseil régional des Pays de la Loire des 9 et 10 juillet 2020 relative à la prorogation des dates et délais de mise en œuvre des projets soutenus par le FEAMP

**VU** la convention attributive d'une aide européenne (FEAMP), de la Région des Pays de la Loire et du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation du 20 décembre 2019,

**VU** l'avis de la Commission de l'instance de sélection régionale dématérialisée du 22 mars 2021;

**VU** le budget voté au titre de l'exercice 2021 lors des séances du Conseil régional relatives au budget de la Région,

**CONSIDERANT** le rapport de sa Présidente,

**CONSIDERANT** l'avis de la commission Agriculture, agro-alimentaire, forêt, pêche et mer

Après en avoir délibéré,

#### AFFECTE

une autorisation de programme complémentaire d'un montant de 6 670 € (AP) au titre de la gestion en paiement, par l'Agence de services et de paiement, des aides de la Région attribuées dans le cadre de la mesure 31 « Installation jeunes pêcheurs » du Programme FEAMP 2014-2020 (opération astre n°2017\_04515).

#### ATTRIBUE

une subvention de 9 375 € (AP) au bénéficiaire cité en annexe 1.1 pour son opération d'acquisition d'un navire de pêche, sur une dépense subventionnable de 300 000 € HT, dans le cadre du budget régional affecté à l'Agence de services et de paiement (complémentaire à l'opération astre 2017\_04515) au titre de la mesure 31 du FEAMP, ainsi que 56 250 € au titre de l'aide FEAMP.

#### AUTORISE

la Présidente du Conseil Régional à signer la convention attributive d'aide correspondante sur la base de la convention type adoptée lors de la Commission permanente du 8 février 2019.

#### ATTRIBUE

une subvention de 17 056 € (AP) à Monsieur BARREAU Mathieu sur une dépense subventionnable de 21 320 € HT pour effectuer les études et les travaux d'installation d'un bulbe d'étrave sur le navire GARS D'SION immatriculé LS 882409 en vue d'améliorer l'efficacité énergétique et d'atténuer le changement climatique.

#### AFFECTE

une autorisation de programme de 17 056 €.

APPROUVE

les termes de la convention n°2021\_04733 figurant en annexe 2.1.

AUTORISE

la Présidente du Conseil Régional à la signer.

ATTRIBUE

une subvention de 12 290,46 € (AP) à la SAS La Gillocrucienne pour son projet de création d'un centre de stockage de civelles à Saint Gilles Croix de Vie, sur une dépense subventionnable de 81 936,40 € HT, dans le cadre du budget régional affecté à l'Agence de services et de paiement (complémentaire aux opérations Astre 2017\_04530 et 2019\_12236) au titre de la mesure 42 du FEAMP, ainsi que 36 871,38 € au titre de l'aide FEAMP.

AUTORISE

la Présidente du Conseil Régional à signer la convention attributive d'aide correspondante sur la base de la convention type adoptée lors de la Commission permanente du 8 février 2019.

ATTRIBUE

une subvention de 27 200 € (AP) à Monsieur BARREAU Mathieu sur une dépense subventionnable de 34 000 € HT pour effectuer les travaux de modernisation de la passerelle sur le navire GARS D'SION immatriculé SN 882409 en vue d'améliorer les conditions de travail et de renforcer la sécurité de l'équipage.

AFFECTE

une autorisation de programme de 27 200 €.

ATTRIBUE

une subvention de 47 023,86 € (AP) à Monsieur CHARLOT Lucas sur une dépense subventionnable de 58 779,82 € HT pour effectuer l'aménagement d'espaces communs, la couverture du pont, la réfection de la timonerie et des travaux de modernisation sur le navire AR TARZH immatriculé SN 924875 en vue d'améliorer les conditions de travail et de renforcer la sécurité de l'équipage.

AFFECTE

une autorisation de programme de 47 023,86 €.

ATTRIBUE

une subvention de 100 801,60 € (AP) à Monsieur GOURDON Franck sur une dépense subventionnable de 126 002 € HT pour effectuer les travaux de modification de la carène et le changement de la passerelle sur le navire CORMARIS immatriculé SN 609650 en vue d'améliorer les conditions de travail et de renforcer la sécurité de l'équipage.

AFFECTE

une autorisation de programme de 100 801,60 €.

APPROUVE

les termes des conventions n°2021\_04727, 2021\_04726 et 2021\_04728 figurant en annexes 4.1 à 4.3.

AUTORISE

la Présidente du Conseil Régional à les signer.

**APPROUVE**

la demande de mise en œuvre de la garantie consentie par la Région dans le cadre du financement du plan de renouvellement de la flottille créé par l'Association pour l'Investissement et le Développement de la Pêche Artisanale et des Cultures Marines dans les Pays de la Loire, pour un montant de 347 251,42 € (AE).

**AFFECTE**

une autorisation d'engagement de 347 251,42 €.

La Présidente du Conseil régional



Christelle MORANÇAIS

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

**REÇU le 25/05/21 à la Préfecture de la Région des Pays de la Loire**

L'original de la délibération et les documents annexés sont mis à la consultation conformément aux dispositions de la loi n° 78.753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs